

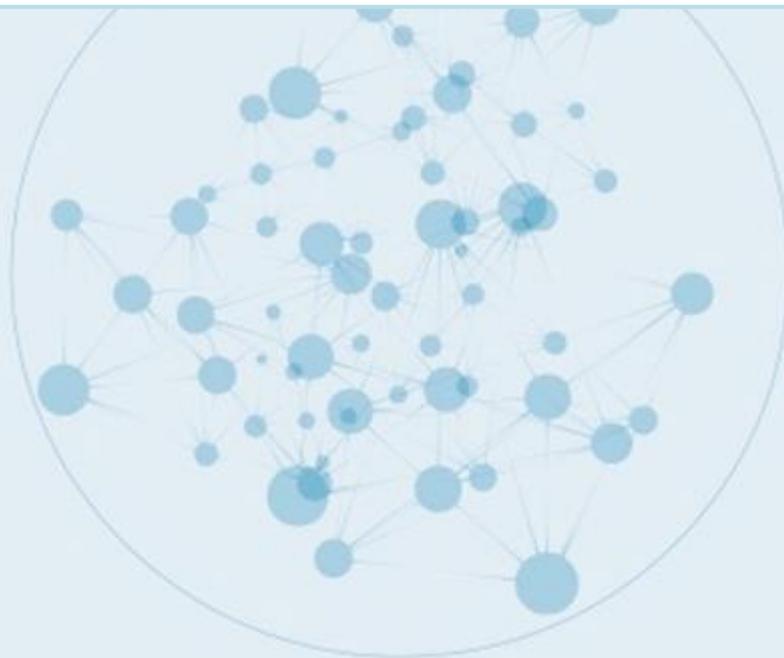


Enquête du Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Faire des vagues :

Alignement du système financier sur le
développement durable

Résumé



Pour financer les Objectifs de développement durable (ODD) et les engagements contenus dans l'Accord de Paris sur le climat, des milliers de milliards de dollars sont nécessaires chaque année. La plupart des fonds requis devront provenir de sources privées, toutefois des capitaux privés inappropriés sont déployés selon des modalités qui s'alignent sur ces objectifs et engagements.

L'Enquête portant sur la conception d'un système financier durable a été lancée par le Programme des Nations unies pour l'Environnement (ONU Environnement) dans le but de définir des options permettant d'adapter le système financier au développement durable. Lancé en janvier 2014, le travail de l'Enquête a été prolongé de deux années supplémentaires en 2015 pour permettre un approfondissement des conclusions issues de la première phase. L'Enquête a achevé son mandat en mars 2018 mais beaucoup de ses chantiers de travail se poursuivront sous d'autres formes.

Elle a publié trois éditions de son célèbre rapport mondial : la première en octobre 2015, la deuxième en octobre 2016 et le troisième en octobre 2017. « *Faire des vagues : alignement du système financier sur le développement durable* », constitue son dernier rapport mondial.

Ce rapport contient un examen de l'analyse de base de l'Enquête, un résumé des progrès accomplis dans l'harmonisation du système financier avec le développement durable entre 2014 et 2017, des réflexions sur les enseignements que l'on peut tirer de l'approche adoptée par l'Enquête, ainsi qu'une mise en exergue de ce qui reste à faire et des formes que pourrait prendre la réussite de cette initiative. Il montre l'existence de signes réels indiquant qu'un passage vers un système financier durable est en cours.

Faire changer le système

L'Enquête s'est concentrée sur les « règles du jeu » qui régissent les marchés financiers et de capitaux. Elle a opéré dans plus de 20 pays, de l'Argentine au Royaume-Uni, tant pour évaluer les progrès accomplis vers un système financier durable que pour travailler avec des partenaires clés afin de mettre au point des feuilles de route nationales.

Elle a examiné un vaste éventail de sujets qui affectent la capacité du système financier à servir le développement durable, par exemple en faisant la première évaluation des labels verts du secteur bancaire européen, en publiant la première analyse du soutien que la finance numérique peut apporter au développement durable, ou en identifiant les étapes clés qui doivent être franchies pour aligner les assurances avec les ODD.

L'Enquête a aussi œuvré pour encourager la coopération internationale sur toute une gamme de sujets et entre plateformes, y compris le G7, le G20 et les V20, établissant l'Alliance pour la finance numérique durable avec la société chinoise Ant Financial Services, et créant un réseau de 20 centres financiers partageant leurs expériences pour promouvoir la finance verte et durable.

Les preuves du changement

La notion de développement durable est progressivement intégrée dans la pratique quotidienne des institutions financières et des autorités réglementaires. Un nombre croissant d'engagements à agir sont pris, accompagnés des débuts d'une redistribution du capital, un besoin urgent.

Dans la pratique du marché, les émissions obligataires estampillées vertes ont été multipliées par quatorze, passant de 11 milliards de dollars en 2013 à 155 milliards de dollars en 2017. Le rôle de créateur de marché joué par les autorités publiques, y compris les principales banques de développement, s'est avéré essentiel dans cette augmentation. Pourtant de tels progrès doivent être contrastés avec le volume du marché obligataire mondial, qui s'élève à environ 100 000 milliards de dollars.

Les désinvestissements dans les actifs à forte intensité en carbone ont atteint un montant estimé à 5 000 milliards de dollars en 2016, alors que les investissements sur le charbon, le pétrole et le gaz pendant la même période se sont élevés à environ 710 milliards de dollars. L'adhésion croissante aux Principes d'investissement responsable, qui atteint désormais plus de 1 900 signataires pour un total d'actifs sous gestion de 70 000 milliards de dollars constitue, elle aussi, une avancée à saluer.

L'action sur le plan national s'avère essentielle et il existe un nombre croissant de feuilles de route ambitieuses (comme celles de l'Indonésie, de la Mongolie, du Maroc et de la Suisse). Chacune de ces initiatives est importante mais certaines d'entre elles catalysent des actions internationales de plus grande envergure. Ainsi, par exemple, les Lignes directrices de la Chine pour l'établissement d'un système financier vert constituent l'ensemble le plus exhaustif d'engagements nationaux au monde, avec des priorités en matière d'activité bancaire, de marchés de capitaux et d'assurance.

Le nombre et la diversité des mesures politiques instaurées dans le monde pour faire progresser la finance durable ont augmenté. Fin 2013, 139 mesures politiques et réglementaires infra-nationales, nationales et internationales étaient en place dans 44 pays. Quatre années plus tard, le nombre de mesures a atteint 300 dans 54 pays, avec une hausse substantielle des initiatives au niveau du système.

Les initiatives internationales visant à partager les expériences, à stimuler l'action et à promouvoir la coopération concernant les règles et les normes essentielles se sont multipliées de façon remarquable. Parmi d'autres initiatives importantes sur le plan structurel, l'on peut citer le Groupe d'étude sur la finance verte du G20 (GFSG), coprésidé par la Chine et le Royaume-Uni, et dont le Programme des Nations Unies pour l'Environnement assure le Secrétariat. Le GFSG a poursuivi ses travaux sous la présidence allemande du G20 en 2017 et il fonctionne avec la dénomination de Groupe d'étude sur la finance durable (SFSG) sous la présidence argentine du G20 en 2018.

Enseignements tirés de l'Enquête

Les objectifs les plus marqués de l'approche adoptée par l'Enquête consistaient à façonner un récit démontrant la nécessité d'un changement systémique dans la finance en faveur du développement durable, à mettre l'accent sur son rôle de « messenger » dans les pratiques existantes, à « rassembler » les innovations de sources indépendantes et à convaincre les nouveaux acteurs financiers du fait que le développement durable les concernait aussi.

L'Enquête a bénéficié du positionnement, du leadership et du capital du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, ce qui a rendu possibles des innovations risquées – un pari plutôt inhabituel pour une organisation internationale – en s'adossant sur des initiatives révolutionnaires antérieures telles que le Programme pour l'économie verte du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

Le mandat de l'Enquête étant arrivé à échéance, des efforts considérables ont été consentis pour s'assurer que ses travaux soient repris. Ses principaux chantiers de travail se poursuivront par le biais de la finance durable au G20, des coalitions pour l'action comme le Réseau des centres financiers pour la durabilité, l'Alliance pour la finance numérique durable et le Forum pour l'assurance durable.

D'une façon similaire, le travail propre aux pays impliquera de plus en plus d'autres parties du système des Nations Unies, bénéficiant en partie de l'effet catalytique du soutien qu'a fourni l'Enquête au Secrétaire-général des Nations Unies dans sa mission de promotion de la finance durable.

Obtenir le système financier dont nous avons besoin

Il est évident que certains capitaux affluent vers la nouvelle économie. Mais les capitaux soutenant l'ancienne économie sont bien plus nombreux en raison de l'incapacité ou du manque de volonté de leurs propriétaires ou des intermédiaires de les redéployer.

La prochaine phase dans le développement de la finance durable consistera à opérer le passage de la reconnaissance à l'harmonisation. Elle sera multidimensionnelle et non-linéaire. Elle impliquera la convergence des modes de fonctionnement traditionnels du secteur financier vers des modes nouveaux et meilleurs, puis leur remplacement par ces derniers. Elle diffusera au sein du système financier un sens de l'objectif commun, qu'elle associera à un modèle décentralisé de fonctionnement. Tout cela impliquera pour le système financier de nouveaux indicateurs de performance qui permettront de mesurer à quel point la durabilité fait partie du processus de la finance et de ses résultats.

La participation d'intervenants de plus en plus influents, la croissance de coalitions ambitieuses et

puissantes d'acteurs en mesure de soutenir une action collaborative et le changement d'orientation vers des domaines essentiels tels que la finance numérique, les rôles des agences de notation, l'initiative « Ceinture et route » de la Chine et l'intervention de plateformes politiques clés telles que le G20, pointent toutes vers des actions à venir.

Le travail réalisé par l'Enquête en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale sur la rédaction d'une « *Feuille de route pour un système financier durable* » nous a permis d'identifier certains des développements nécessaires pour accélérer le flux de la finance durable. Certaines actions peuvent être adoptées par les acteurs du marché, comme la déclaration financière, mais mêmes ces actions nécessiteront des interventions politiques ou réglementaires pour prendre de l'ampleur et de la vitesse. D'autres mesures nécessitent des interventions politiques au sens le plus large, ce qui engloberait un mélange d'actions politiques, réglementaires, normatives, judiciaires et fiscales. Ces actions devront être menées de concert avec les innovations et les évolutions plus larges du marché, et contribuer à celles-ci.

L'Enquête s'est inscrite dans une vague de changement qui a commencé à lier le système financier au développement durable. Les faits indiquent que le potentiel d'une prochaine forte vague d'actions.

Contact

Mahenau Agha, Directrice de la communication, Enquête portant sur la conception d'un système financier durable

N° de téléphone : +41 79 105 3614

E-mail : mahenau.agha@un.org